

ANNEXE 1 AU CCAP RELATIF AUX MARCHES SUBSEQUENTS

INSERTION SOCIALE

Article 1 : Les heures d'insertion

N° du lot	Intitulé du lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
Lot 1	Voirie, réseaux divers et mobilier	Les heures sont précisées dans chaque marché subséquent. Toutefois, le volume d'heure indicatif à l'échelle de l'accord cadre est estimé à 3800 heures.
Lot 2	Plantations et arrosage	Les heures sont précisées dans chaque marché subséquent Toutefois, le volume d'heure indicatif à l'échelle de l'accord cadre est estimé à 500 heures.

Article 2 : Publics éligibles

Le dispositif mis en place favorise l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées et qui rencontrent des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les publics suivants sont éligibles à la clause d'insertion sous réserve que l'éligibilité de chaque personne soit validée préalablement à la mise en emploi par le chargé de mission « clause d'insertion » indiqué à l'article 5 de cette annexe :

- Les allocataires du RSA ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'allocation Adulte Handicapés (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les personnes prises en charge par les Structures d'Insertion par l'Activité Économique désignées à l'article L5132-4 du code du travail (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion, chantiers et entreprises d'insertion, associations intermédiaires...);

- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Outre ces publics, le chargé de mission « clause d'insertion » d'Euroméditerranée peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, de Cap emploi, des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH), du Dispositif d'Accompagnement Individualisé à l'Emploi (DAIE), des Missions Locales, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), Action Intermédiaire pour un Accès Durable à l'Emploi (ACIADE).

Article 3 : La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures

A compter de sa première embauche dans une entreprise dans le cadre d'une clause d'insertion, la personne recrutée reste éligible au dispositif des clauses d'insertion pour une durée de 24 mois.

Article 4 : Les modalités de mise en œuvre de l'action

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans les documents particuliers du marché. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Une attention particulière sera portée aux propositions incluant des parcours de formation comme modalité de réponse à la clause.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- 1^{ère} modalité : embauche directe par le titulaire
 - En CDD ou CDI
 - En contrats d'alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)
- 2^{ème} modalité : mise à disposition de salariés par l'intermédiaire :
 - D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
 - D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT)
 - D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT)
 - D'une Association Intermédiaire (AI)
 - D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- 3^{ème} modalité : recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec :
 - Une Entreprise d'Insertion (EI)
 - Un Chantier d'Insertion (CI)
 - Une Entreprise Adaptée (AE)
 - Un Etablissement ou Service d'Aide par le Travail (ESAT)
 - Une Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI)
 - Un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH)

Article 5 : Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, un dispositif d'accompagnement a été mis en place par Euroméditerranée.

Nous vous invitons à prendre contact, **dès notification du présent marché**, avec les personnes en charge de la clause d'insertion :

Magali FAUVET

Chargée de mission EMPLOI-INSERTION – Maitrise d'ouvrage EPAEM

magali.fauvet@euromediterranee.fr

ET

Le facilitateur qui assure la mise en application de la clause sur les opérations d'Euroméditerranée et coordonne la mise en parcours des bénéficiaires :

Pour la mise en œuvre opérationnelle des clauses et le suivi :

Johan TILMANT

Responsable du Pôle Clauses Sociales Emergences

jtilmant@mergences-asso.fr

Article 6 : Globaliser les heures d'insertion

Dans l'hypothèse où une entreprise est confrontée à la mise en œuvre d'une clause d'insertion dans plusieurs marchés, émanant d'un ou plusieurs maîtres d'ouvrages, et qu'elle souhaite ne recruter qu'une seule personne qui réalise les heures sur tous les chantiers ou sur un seul chantier, elle peut demander la globalisation de ses heures d'insertion.

Pour cela, elle adresse une demande au chargé de mission « clause d'insertion » préalablement à la prise de poste du salarié. Elle peut être déclarée recevable dans la mesure où cette demande :

- Est favorable au parcours du salarié en insertion
- Reçoit l'accord de tous les maîtres d'ouvrage concernés
- Concerne une personne dont l'éligibilité a été validée (cf. article 2)

Article 7 : Les difficultés pouvant entraîner l'annulation ou la suspension des obligations liées à la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur dispense l'entreprise attributaire de son engagement d'exécution de la clause d'insertion. Cette dispense reste subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander, par courrier recommandé, au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la

clause d'insertion.

Enfin, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le chargé de mission « clause d'insertion » dont les coordonnées sont indiquées à l'article 5 de la présente annexe au CCAP.

Article 8 : Les modalités de contrôle

Le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements nécessaires au contrôle de l'exécution de la clause d'insertion au facilitateur ci-dessus désigné. Les pièces demandées sont :

- le relevé mensuel des heures réalisées
- la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

À l'issue de l'exécution du marché, il peut être procédé, à la demande du maître d'ouvrage, au bilan de l'action d'insertion. Ce bilan indiquera notamment la situation des personnes intégrées au regard de leur nouveau statut, de la formation acquise.

Article 9 : Les pénalités

Les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action doivent être transmis au facilitateur durant la première quinzaine de chaque mois.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, l'entreprise se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 3.2.3 du CCAP type des marchés subséquents.

Pour rappel :

NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	
Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au Titulaire	60 € par heure d'insertion non réalisée
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	100 € par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	100 € par absence après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence